

DSNA
Direction des Opérations

ACCORD-CADRE DE SERVICES

Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Consultation n°

2025-CRNAO-001

Procédure de passation

Procédure adaptée ouverte

(Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

Type de contrat

Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

DIFFUSION INITIALE

DESTINATAIRE(S)	COPIE(S) POUR INFORMATION

VERIFICATION (V) / APPROBATION (A)

Nom	Fonction / Entité	V / A	Visa
Martine LEBIGRE		V	
Pierre DURIEZ		A	

MAITRISE DOCUMENTAIRE

Référence : 2025-CRNAO-001 Classement et archivage du document Fichier :	
--	--

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

Historique du document

Version du document	Date de rédaction	Raison de l'évolution	Auteur

SOMMAIRE

1. OBJET DU CONTRAT.....	3
2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	6
5. RÉALISATION DES PRESTATIONS	10
6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	19
7. LITIGE ET SANCTIONS	23
8. FIN DU CONTRAT	24

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

1. OBJET DU CONTRAT

1.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)

Lot 1 : Entretien des installations de climatisation en service au CRNA-Ouest et à la station radar de Saint-Goazec.

Lot 2 : Maintenance de 3 groupes frigorifiques et de 3 aérocondenseurs au CRNA Ouest.

Références à la nomenclature européenne (CPV) :

50700000-2

50730000-1

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **situé dans les locaux du CRNA/O à Loperhet et à la station radar de Saint-Goazec.**

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager la société et le bordereau de prix complété ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé par la personne publique fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) Fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance éventuels ;
- les actes modificatifs éventuels, postérieurs à la notification ;
- les bons de commande ;
- les échanges écrits si ceux-ci comportent des éléments impactant le bon déroulement de la prestation.

1.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de la DSNA, représenté par Guillaume BLANDEL ou ses représentants.

Adresse et coordonnées :

Direction des Opérations
9 rue de Champagne
91200 Athis-Mons

Le Pôle Achat DSNA antenne DO est le service chargé de passer le marché au nom de la Direction des Opérations pour le centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O).

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 lots**.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

Type	Objet
Consultation	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O) : <i>Lot 1 : Entretien des installations de climatisation en service au CRNA-Ouest et à la station radar de Saint-Goazec.</i> <i>Lot 2 : Maintenance de 3 groupes frigorifiques et de 3 aérocondenseurs au CRNA Ouest.</i>
Lot	Lot n°1 : <i>Maintenance des installations de climatisation du Centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O) et de la station radar St-Goazec</i> - montant maximum 136 000,00 € HT
Lot	Lot n°2 : <i>Maintenance de 3 groupes frigorifiques et de 3 aérocondenseurs au CRNA Ouest.</i> - montant maximum 64 000,00 € HT

■ Modalités d'attribution :

Le contrat est mono attributaire.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- code service exécutant,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maximal de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

3. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée globale du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter du **1er janvier 2026**.

■ Reconduction :

Le contrat est reconductible **3 fois** maximum dans les conditions suivantes :

Période	Durée	Début	Fin
Lot n°1 - montant maximum 136 000,00 € HT			
- Période initiale	12 mois	01/01/2026	31/12/2026
- Reconduction	12 mois	01/01/2027	31/12/2027
- Reconduction	12 mois	01/01/2028	31/12/2028
- Reconduction	12 mois	01/01/2029	31/12/2029

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

Période	Durée	Début	Fin
Lot n°2 - montant maximum 64 000,00 € HT			
- Période initiale	12 mois	01/01/2026	31/12/2026
- Reconduction	12 mois	01/01/2027	31/12/2027
- Reconduction	12 mois	01/01/2028	31/12/2028
- Reconduction	12 mois	01/01/2029	31/12/2029

■ **Reconduction du contrat :**

La reconduction est tacite et le titulaire ne peut en aucun cas s'y opposer en application de l'article R.2112-4 du Code de la commande publique.

Le contrat est reconductible **3 fois** de manière tacite, pour une durée de **12 mois**.

En cas de décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, cette décision de l'acheteur est expresse et est adressée au titulaire un mois avant l'expiration de la période en cours, via PLACE. Cette décision n'entraîne aucune indemnité au bénéfice du titulaire.

Il peut toutefois être dénoncé ou résilié à tout moment pour non-respect des clauses du cahier des charges, par lettre recommandée avec accusé de réception, après mise en demeure préalable.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

■ **Délai des bons de commande :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé par l'acheteur dans les conditions ci-après. Les délais d'exécution sont précisés dans chaque bon de commande dans les conditions fixées ci-après et au CCTP. Les délais sont associés à la commande ou à chaque poste de commande s'il en existe. Sur chaque bon de commande, les délais s'entendent pour la date de présentation aux opérations de vérification.

Ils commencent à courir à compter de la date de notification des bons de commande ou de la date d'effet portée sur ces bons si cette date est postérieure à la date de notification. Ce délai inclut la durée légale des congés annuels, et aucune prolongation ne sera accordée à ce titre.

Le délai maximal d'un bon de commande hors prolongation de délai est de 12 mois sans que l'exécution des bons de commande ne dépasse de plus de 6 mois la fin de validité de l'accord-cadre hors prolongation de délai.

4. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix des prestations prévues au contrat sont mixtes.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

Prix forfaitaire de la maintenance préventive :

Les interventions annuelles de maintenance préventive sont traitées à prix forfaitaire. Les prix annuels forfaitaires sont indiqués dans le bordereau des prix.

Prix unitaires de prestations d'interventions correctives à bons de commande

Pour les prestations hors forfait, le titulaire propose un devis qui inclut :

- Le prix des pièces et fournitures de rechange. L'administration se réserve le droit d'exiger un justificatif du prix d'achat auprès du fournisseur direct (copie du devis ou de la facture).

Le CRNA Ouest se réserve le droit de passer commande à tout fournisseur de son choix, en cas d'urgence ou si la proposition tarifaire est moins élevée.

- Pour la main d'œuvre (le cas échéant) une estimation du nombre d'heures, à laquelle seront appliqués les prix unitaires figurant dans le bordereau des prix (partie corrective) ainsi que le forfait de déplacement.

Dans le cas où le nombre d'heures de main d'œuvre réellement effectué s'avère inférieur au nombre d'heures prévu dans le bon de commande, le montant est ajusté à la baisse au moment de la facturation. Si au contraire le nombre d'heures de main d'œuvre prévu dans le devis s'avère insuffisant, le titulaire propose un devis complémentaire au CRNA-UEST, qui se réserve le droit de l'accepter ou de le refuser.

Les prestations objet du présent accord-cadre peuvent nécessiter l'accès à différents sites de l'acheteur et aux aéroports par les agents du titulaire ou ses sous-traitants. Pour des raisons de sûreté, une procédure spécifique d'accès peut d'ailleurs être prévue par les autorités. Dans ce cas, les frais liés à cette procédure (par exemple, attribution de badge etc.) sont réputés avoir été pris en compte dans l'offre du titulaire et ne peuvent ainsi donner lieu à remboursement.

Les prix des pièces et fournitures éventuellement nécessaires font l'objet de devis spécifiques et le CRNA/O se réserve le droit, en cas d'urgence ou dans le cas où le devis serait supérieur à 2 000 € HT de mettre en concurrence d'autres entreprises.

■ **Variation des prix :**

Les prix initiaux figurant au bordereau des prix sont fermes la première année d'exécution de l'accord cadre puis révisables lors de chaque reconduction.

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant au mois de la date de remise des offres.

Les prix sont révisés par l'application au(x) prix du marché de la formule suivante :

$$P = P_o (I_m / I_o)$$

P = prix révisé

P_o = prix fixé dans l'offre du titulaire

I_o = valeur de l'indice/index (identifiant 001565183) en vigueur au mois d'établissement des prix.

I_m = valeur de l'indice/index (identifiant 001565183) à la date de la révision.

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

Périodicité de révision des prix :

A l'initiative de l'acheteur, la révision des prix est effectuée à chaque date anniversaire du marché en utilisant comme indice la valeur réelle du dernier indice publié au bulletin mensuel de la statistique édité par l'INSEE au moment de la révision.

La valeur de l'indice mentionné ci-dessous est consultable sur le site de l'INSEE.
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565183>

En cas de disparition de l'indice ci-dessus et de son non-remplacement par l'INSEE, l'acheteur adressera un courrier au titulaire lui indiquant l'indice choisi en remplacement. Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours à compter de la réception de ce courrier pour émettre éventuellement son refus et proposer un autre indice de substitution. L'absence de réponse vaut acceptation par le titulaire.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par l'acheteur et intervient le 1er janvier de chaque année de validité du contrat. Les demandes de paiement sont présentées en incluant la variation des prix après transmission par l'acheteur des éléments du calcul.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

4.2. Conditions de paiement

■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

■ Modalités de paiements :

Les paiements s'effectuent selon les règles de la comptabilité publique après certification du service fait. Le mode de règlement est le virement par mandat administratif avec mise en paiement sous 30 jours à compter de la date de réception de la facture par le comptable secondaire ou de la date de fin d'exécution des prestations si celle-ci est postérieure. Tout retard de paiement dans les délais prévus donnera lieu de plein droit et sans autre formalité, au versement d'intérêts moratoires.

L'ordonnateur secondaire délégué des dépenses est le directeur des opérations ou son représentant.

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable principal du budget annexe contrôle et exploitation aériens (BACEA), 50 rue Henry Farman, 75720 Paris Cedex 15.

Chaque prestation réceptionnée par l'acheteur donne lieu à une demande de paiement émise par le titulaire. Les paiements sont effectués par virement au compte du titulaire. Aucun frais autres que ceux mentionnés à l'annexe financière à l'Acte d'Engagement n'est admis (frais de facturation par exemple).

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

■ Paiement des membres du groupement :

En cas de groupement solidaire et en application de l'article 12.1.2 du CCAG, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement solidaire ou du mandataire

■ Présentation des demandes de paiement :

Outre les mentions légales les demandes de paiements devront comporter le numéro du marché.

Les demandes de paiement sont à libeller au nom du service émetteur de la commande. Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique.

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 a fixé la mise en œuvre de la facturation électronique pour tous les fournisseurs de l'Etat à compter du 1er janvier 2020.

Au regard du dispositif ci-dessus, le titulaire du présent marché est soumis à l'obligation de facturation électronique.

Après exécution des prestations, il appartient au titulaire de déposer sa facture annuelle à terme échu, sur le portail CHORUS Pro, à l'aide du numéro SIRET de la DGAC (12006401900074), du code service exécutant du CRNA Ouest (44) et du numéro d'engagement juridique transmis avec le courrier de notification. Attention à cocher « NON » dans la zone « le destinataire est-il un service de l'Etat ? » (La DGAC est bien un service du Ministère de la Transition Ecologique, mais il n'est techniquement pas reconnu comme service de l'Etat dans le portail Chorus Pro).

■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

■ Intérêts moratoires :

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

5. RÉALISATION DES PRESTATIONS

5.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Conditions de réalisation des opérations de maintenance :

Visites systématiques de maintenance préventive :

Lot 1 : Entretien des installations de climatisation en service au CRNA-Ouest et à la station radar de Saint-Goazec

Les prestations consistent à assurer l'entretien des installations données en annexe 1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP). Ces prestations ne peuvent s'effectuer qu'en coordination avec le personnel de la Centrale Energie du CRNA Ouest.

Maintenance préventive :

Le prestataire effectue ses prestations selon la périodicité suivante :

- Présence d'un technicien 1 journée (08h00) par semaine (entre lundi et jeudi inclus) au CRNA Ouest soit 52 jours.

- Présence d'un technicien 1 journée (08h00) par an (entre février et avril) au radar de Saint-Goazec.

Le personnel chargé des prestations devra être qualifié sur les équipements concernés au niveau 3 suivant la norme AFNOR NFX 60-000, ou équivalent et avoir suivi une formation sur les consignes de sécurité.

Dans le cadre de sa réponse, l'entreprise fournira un détail du niveau de formation et d'expérience de ces techniciens.

Le prestataire est réputé connaître les installations et s'être assuré de leur conformité aux règles de l'art et aux règlements en vigueur.

L'entreprise fournira des attestations de capacité pour les interventions sur les circuits frigorifiques et les disconnecteurs.

Le technicien, coordonné en temps réel par le personnel de la centrale énergie du CRNA/Ouest, pourra voir son planning modifié en fonction des besoins opérationnels.

Le prestataire fournira un plan d'entretien des équipements comprenant les interventions, un planning prévisionnel, un cahier de suivi des prestations et présentant l'ensemble des mesures effectuées dans l'année.

Maintenance corrective :

Le prestataire devra intervenir dans les 24H00 ouvrées après réception de l'appel du CRNA **qui sera confirmé par mail**.

Le prestataire établit, sur demande, un devis conforme au bordereau des prix du marché et prévoit la mise à disposition d'un technicien. L'intervention ne peut avoir lieu qu'après réception d'un bon de commande émanant de l'acheteur, dans le cadre de la maintenance corrective et pour des travaux divers.

Après la fin de la maintenance curative, un test sera effectué en présence du technicien qui a réalisé

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

l'intervention. S'il s'avère que l'intervention n'est pas conforme soit à cause d'un vice du matériel fourni et/ou entretenu par le prestataire, soit due à une mauvaise ou non-exécution de la prestation contractuellement à la charge du prestataire, les prestations de remise en état seront à la charge de l'opérateur économique dans le cadre de la garantie fournisseur.

A cet effet, un mail ou un courrier du responsable de la centrale énergie sera adressé, avec accusé réception, au prestataire pour lui indiquer l'éventuel incident.

Pièces de rechanges

Le prestataire fournira la preuve de sa capacité à se procurer les pièces de rechange des installations concernées par la maintenance préventive.

Les prix des pièces et fournitures éventuellement nécessaires font l'objet de devis spécifiques et le CRNA/O se réserve le droit, en cas d'urgence ou dans le cas où le devis serait supérieur à 2 000 € HT de mettre en concurrence d'autres entreprises.

Cadre horaire

Intervention 5j/7 à horaires ouvrés.

Le prestataire fournira un numéro de téléphone d'astreinte.

Horaires : 8h30-17h00 pour le CRNA ; 9h30-16h00 pour la station radar de Saint-Goazec.

Aucune intervention n'est prévue les Week end et jours fériés

Lot 2 : Maintenance de 3 groupes frigorifiques et de 3 aérocondenseurs au CRNA Ouest.

▪ **Maintenance préventive**

Les vérifications préventives seront à réaliser **deux fois par an en avril et en octobre** en coordination avec les personnels de la Centrale Energie du CRNA Ouest. A l'issue de chaque vérification, un compte-rendu détaillé par machine relatant les analyses d'huile, les relevés et paramétrages réalisés sur les machines et les remarques et propositions d'amélioration ou de modification sera fourni par le titulaire sous format électronique.

Les prestations s'effectueront du lundi au jeudi (hors jours fériés) de 8h30 à 17h30.

Le titulaire devra être certifié ISO9001, ISO14001. Les vérifications seront à réaliser par des techniciens habilités niveau 4 AFNOR sur le matériel à contrôler (attestation ou certificat de stage à fournir). Les techniciens devront détenir le certificat relatif à la manipulation des fluides, l'habilitation électrique ainsi que l'attestation de formation aux risques chimiques.

▪ **Maintenance corrective**

Des interventions hors visites préventives pourront être demandées par le CRNA/Ouest. Ces demandes feront l'objet d'un bon de commande et seront facturées dans les conditions prévues à l'article 4.2.

Le délai d'intervention est de 24 heures ouvrées après réception de l'appel du CRNA qui sera confirmé par mail.

Le prestataire fournira un numéro de téléphone d'astreinte.

Pour la maintenance curative, les prestations s'effectueront, par principe, du lundi au vendredi de 8h30 à

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

17h30 pour le CRNA. A titre exceptionnel, en cas d'urgence, les prestations pourront s'effectuer les Week end et jours fériés.

Le prestataire s'engage à assurer la disponibilité des pièces de rechange dans un délai de 48 heures ouvrées ainsi que l'attestation de la capacité d'approvisionnement de ces pièces de rechange.

Les prix des pièces et fournitures éventuellement nécessaires font l'objet de devis spécifiques et le CRNA/O se réserve le droit, en cas d'urgence ou dans le cas où le devis serait supérieur à 2 000 € HT de mettre en concurrence d'autres entreprises.

■ Point de départ des délais :

Prestations forfaitaires :

- Les prestations commencent à courir à compter du 01/01/2026.

Prestations à bons de commande :

Les délais commencent à courir à compter de la date de notification des bons de commande ou de la date d'effet portée sur ces bons si cette date est postérieure à la date de notification ou de la date précisée dans l'ordre de service.

La notification des bons de commande s'effectue par mail.

5.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats à atteindre sont décrits dans le cahier des charges techniques.

A l'issue de l'exécution de chaque bon de commande et de chaque maintenance préventive, des opérations de vérification sont réalisées afin de constater que les prestations effectuées répondent aux stipulations du marché et, le cas échéant, aux spécifications énoncées dans l'offre technique du titulaire.

Suite aux vérifications conduites en présence du responsable de site ou son représentant, les décisions d'admission, ou de réfaction sont prises par l'acheteur.

Par dérogation aux articles 29 et 30 du CCAG FCS, la décision d'admission est constituée par l'apposition de la mention du « service fait » sur la facture présentée par le titulaire.

Conformément aux dispositions du CCP, en cas de mauvaise exécution, les prestations donneront lieu à l'application de réfections sur les prix correspondants. La « réfaction » est la décision prise par la personne publique de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

5.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat comporte des obligations en matière de protection de l'environnement.

Le titulaire s'engage aux côtés de la DSNA dans une démarche de développement durable pour l'exécution du présent accord-cadre. A ce titre, le titulaire effectue les prestations de maintenance préventive et corrective en prenant toutes les précautions nécessaires pour que soient respectées les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que les actions qu'il a décrites lors du dépôt de son offre concernant la protection de l'environnement. Il assure également la traçabilité de toutes les opérations relatives à l'élimination des déchets (fluides frigorigènes, produits chimiques, huiles, filtres, chiffons, organes défectueux ou usagés remplacés etc...) par la transmission du bordereau de suivi des déchets (BSD) à l'acheteur. Optimisation des consommations énergétiques : le titulaire a pour mission de veiller à l'optimisation des consommations énergétiques tant en électricité qu'en gaz et fluides des installations. Il propose des pistes d'amélioration à l'occasion du comité de p

Le titulaire s'engage aux côtés de la DSNA dans une démarche de développement durable pour l'exécution du présent accord-cadre.

A ce titre, le titulaire effectue les prestations de maintenance préventive et corrective en prenant toutes les précautions nécessaires pour que soient respectées les dispositions légales et réglementaires en vigueur ainsi que les actions qu'il a décrites lors du dépôt de son offre concernant la protection de l'environnement.

Il assure également la traçabilité de toutes les opérations relatives à l'élimination des déchets (fluides frigorigènes, produits chimiques, huiles, filtres, chiffons, organes défectueux ou usagés remplacés etc...) par la transmission du bordereau de suivi des déchets (BSD) à l'acheteur.

Optimisation des consommations énergétiques : le titulaire a pour mission de veiller à l'optimisation des consommations énergétiques tant en électricité qu'en gaz et fluides des installations.

Le titulaire privilégie pour la réalisation des prestations de maintenance, l'utilisation de véhicules de fonctionnant à

l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

■ Clause environnementale BEGES :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

En application de l'article L 229-25 du code de l'environnement, les entreprises de plus de 500 salariés en métropole et les entreprises de plus de 250 salariés en outre-mer ont l'obligation d'établir un BEGES et un plan de transition tous les quatre ans. Ainsi, si le Titulaire du marché est soumis à cette obligation, il adresse à l'Acheteur dans le mois qui suit la notification du marché, le BEGES et le plan de transition en cours de validité. A l'expiration de ceux-ci et si la durée de validité du marché n'est pas achevée, le Titulaire fournit à l'Acheteur la mise à jour du BEGES et du plan de transition.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

■ Conditions d'exécution à visée sociale :

Le contrat comporte des obligations en matière d'insertion sociale.

La DSNA, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article L2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans ce contrat une clause sociale d'insertion obligatoire qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

Au-delà de l'exigence de réalisation des heures d'insertion, l'acheteur souhaite que l'exécution de la clause d'insertion apporte une réelle plus-value, que ce soit au titulaire ou au(x) bénéficiaire(s) de la clause. Ainsi cette clause doit permettre au(x) bénéficiaire(s) d'acquérir une expérience professionnelle réelle sur la base de tâches confiées, (avec un niveau de difficulté pouvant évoluer au fur et à mesure de l'exécution du marché), mais aussi grâce à la possible mise en œuvre d'actions de formations et/ou de tutorat permettant de faciliter l'intégration des bénéficiaires.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la DSNA a mandaté structure facilitatrice, dans le rôle de facilitateur pour la réalisation de la démarche d'insertion des titulaires du contrat.

Le nombre d'heures de travail à réaliser par du personnel en situation d'insertion est fixé à :

70 heures par an pour le lot 1

Personnes éligibles

Sont éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi, les personnes en difficulté d'insertion professionnelle dont l'éligibilité doit être établie par le facilitateur mandaté par l'acheteur préalablement à leur mise à l'emploi parmi les catégories suivantes :

1. Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

2. Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

(AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

- Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi : sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ; diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH). L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

En outre, le facilitateur peut valider d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur avis motivé de France travail, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pluriannuels pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE), des Missions Locales, ou des Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH).

Au cas où l'éligibilité d'un public ne serait pas vérifiée ou non conforme, les heures réalisées par cette personne ne pourraient être comptabilisées au bénéfice des objectifs attendus.

· Modalités d'insertion et durée d'exécution

Les modalités d'insertion possibles, en cours d'exécution du contrat, sont les suivantes :

Modalités 1 : Embauche directe. L'entreprise embauche directement en CDD, CDI, contrat en alternance (apprentissage ou professionnalisation) des demandeurs d'emploi respectant les critères d'éligibilité à la clause d'insertion ;

Modalités 2 : Recours à la sous-traitance (ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion lors de la réponse à la consultation). En cas de cotraitance, le groupement est tenu conjointement, non seulement sur les prestations à réaliser (répartition le cas échéant dans l'acte d'engagement ou dans l'attestation de cotraitance), mais aussi sur l'objectif d'insertion ;

Modalités 3 : La mise à disposition de personnel. Le titulaire est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), une entreprise de travail temporaire (ETT) en application de l'accord national relatif aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L1251-7 modifié par la LOI n°2011-893 du 28 juillet 2011 - art. 7 du code du travail, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ou d'une association intermédiaire (AI), ou d'une EATT ou d'un ESAT.

Il est possible d'opter pour l'une ou l'autre de ces formules ou une combinaison de celles-ci : Il est possible de recourir à la mise à disposition de personnels, suivie d'un contrat en alternance porté directement par le titulaire.

Les personnes en insertion devront être intégrées dans les équipes de travail sur des postes productifs ou d'appui à la réalisation du présent contrat.

· En cas de recours à la sous-traitance

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur et l'acheteur afin de recueillir au préalable leur validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

Le titulaire est tenu de faire respecter la condition d'exécution relative à l'insertion par son sous-traitant. La part sous-traitée ne pourra en aucun cas excéder la volumétrie définie ci-dessus.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du contrat et de l'obligation d'insertion.

· La règle générale de calcul de la durée d'exécution

À compter de sa première embauche, quelle que soit la nature et le porteur du contrat, la personne recrutée en application d'une clause sociale d'insertion dans un marché reste éligible au dispositif des clauses sociales, pour une durée de 24 mois.

La comptabilisation des heures ne peut se faire que sur la période effective de réalisation du marché.

Le titulaire peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné ci-dessous, la globalisation des heures d'insertion au cas où il est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande est étudiée par le facilitateur et l'acheteur. Elle peut être recevable si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion.

En tout état de cause, cette demande doit être faite préalablement à la prise de poste du salarié et les heures d'insertion, réalisées dans le délai d'exécution de chacun des contrats concernés, sont affectées au niveau du décompte, à chacun des contrats concernés, à due proportion.

· Accompagnement de l'action d'insertion

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, la DSNA a mis en place une procédure spécifique d'assistance gérée par **DEFIS EMPLOI Pays de Brest** ayant un rôle de facilitateur, dont les coordonnées sont les suivantes :

DEFIS EMPLOI PAYS DE BREST CHARGE DE MISSION « CLAUSE D'INSERTION »

1 rue Louis Pidoux - 29200 BREST

Tél : 02.98.42.08.24

Courriels :

Christelle AMBERLIN – Cheffe de projet : c.amberlin@defisemploi.bzh

Magalie LE CORRE – Chargée de mission : m.lecorre@defisemploi.bzh

Tancrede CHAUVIERE – Chargé de mission : t.chauviere@defisemploi.bzh

Anna LAURET – Chargée de mission : a.lauret@defisemploi.bzh

Cette structure facilitatrice a pour missions :

- En amont de la réponse à l'appel d'offres, de répondre aux sollicitations des entreprises ou groupements soumissionnaires pour se voir expliquer et présenter le contenu et les modalités de réalisation d'une clause sociale
- Avec l'entreprise ou le groupement attributaire, de l'orienter vers des structures susceptibles de l'aider à repérer les personnes éligibles selon les besoins exprimés par

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

l'entreprise titulaire ; de réaliser, à partir de la connaissance de la date prévisionnelle de démarrage des prestations, des actions de sensibilisation et/ou de formation professionnelle préalables à l'embauche ; de fournir, à titre indicatif, la liste des opérateurs inclusifs (IAE ou Handicap) ;

- Suivre l'application de la clause et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les entreprises.

Le suivi et le contrôle de l'action d'insertion

L'acheteur procède, en collaboration avec le facilitateur, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A la notification du marché, le facilitateur transmet au titulaire les documents relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Lors de l'exécution du marché les documents suivants sont à renseigner et à transmettre au facilitateur le quinze (15) du mois suivant la fin de chaque trimestre d'exécution :

- Une fiche de prescription reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, le lieu de travail, les heures hebdomadaires, mensuelles et annuelles ;
- Les document administratif permettant d'évaluer de l'éligibilité de chaque personne ;
- L'attestation trimestrielle (datée et signée) ou à défaut les fiches de paie indiquant le lieu de réalisation.

Le titulaire est tenu d'envoyer les pièces justificatives demandées par le facilitateur, y compris en cas de sous-traitance. Toute absence d'envoi ou d'envoi partiel sera considéré comme une faute pouvant donner lieu à la résiliation du bon de commande ou du marché, sans préjudice des pénalités prévues à cet effet dans le présent CCP.

Difficultés d'exécution, notamment d'ordre économique

En tout état de cause, le titulaire doit, sous huit jours calendaires suite à la déclaration de sa situation auprès des instances prévues à cet effet, informer l'acheteur et le facilitateur par courrier recommandé avec accusé de réception, qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, Nom structure facilitatrice étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de manquement du titulaire à son engagement d'insertion, l'acheteur peut procéder à la résiliation du bon de commande ou du marché dans les conditions prévues dans le présent CCP.

Lorsque le titulaire rencontre des difficultés d'ordre économique et qu'il est tenu de recourir au chômage partiel de tout ou partie de ses salariés, il en informe sans délai l'acheteur et le facilitateur.

A ce titre il produit au facilitateur une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » délivrée par la DREETS qui fixe la durée et le volume maximum autorisé ou une copie de la « convention de chômage partiel ».

Après réception de la demande et des justificatifs, le facilitateur procède à l'instruction de la demande et précise la période de suspension des stipulations de la clause d'insertion sociale.

Dès lors et sous réserve de justification, le titulaire peut bénéficier de la suspension de l'application des stipulations de la clause d'insertion sociale si les fonctions impactées par la mesure de chômage partiel

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

correspondent à celles prévues au marché.

Par ailleurs, la durée de la mesure de chômage partiel doit intervenir pendant la durée d'exécution effective du marché.

Ainsi le titulaire ne peut prétendre à la suspension de l'application de la clause d'insertion s'il a recours à une sous-traitance pour des tâches visées par la clause d'insertion et que le sous-traitant n'est pas lui-même touché par une mesure de chômage partiel.

5.4. Autres stipulations

■ Lieu de réalisation :

Les prestations s'exécutent dans les locaux de l'acheteur aux adresses ci-après :

- Le CRNA/O est situé au lieu-dit Gorre Ménez, sur le territoire de la commune de Loperhet. Il est accessible par la route départementale 29 entre Landerneau et Plougastel-Daoulas ;
- La station radar de Saint-Goazec est situé au lieu-dit Kastel Ruffel sur le territoire de la commune de Saint-Goazec.

■ Clause de réexamen et modifications du contrat :

En application de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, l'Acheteur se réserve le droit de procéder à des modifications sous la forme de clauses de réexamen selon les modalités suivantes :

CLAUSE DE REEXAMEN PAR MODIFICATION :

- le réexamen des clauses du contrat afin d'intégrer des évolutions techniques intervenant dans son périmètre ;
- le réexamen des clauses de l'accord-cadre afin d'intégrer des évolutions administratives non prévue initialement ;
- le réexamen du montant maximum ;
- le réexamen de l'annexe financière afin d'intégrer des prestations/matériels non prévues initialement ;
- le réexamen des clauses de l'accord-cadre en cas de circonstances que les parties diligentes ne pouvaient pas prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre (par exemple une crise sanitaire). Les parties conviennent des modalités de prise en charges, totales ou partielles, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournies par le titulaire (surcoûts, facture, prolongation des délais d'exécution etc.). Le titulaire fournit à ce titre les justificatifs nécessaires (surcoût, facture, etc.). La mise en œuvre de cette clause de réexamen est limitée dans le temps.
- La mise en œuvre des clauses de réexamen donne lieu à une modification du contrat signé par les deux parties.

CLAUSE DE REEXAMEN PAR ORDRE DE SERVICE :

Le réexamen de la clause de révision des prix :

- En cas de suppression d'un indice en cours d'exécution de l'accord-cadre. Si un nouvel indice lui est substitué et que cette disposition s'impose aux parties, cette substitution, ses modalités et sa date d'application seront constatées par simple ordre de service.

L'ordre de service est envoyé via la plate-forme de la Place. A défaut de réponse dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition de l'ordre de service sur le profil de l'acheteur (LA PLACE), les nouvelles modalités portées sur l'ordre de service sont réputées acceptées par le Titulaire et s'appliquent. En cas de désaccord, le titulaire saisit l'acheteur dans le délai de 8 jours décrit ci-dessus par le biais de la PLACE. Les parties mettent tout en œuvre pour trouver un accord.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

■ Langue :

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectue en français.

6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. Obligations courantes du titulaire

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Autres obligations du titulaire :

Pour l'exécution du contrat, le titulaire est soumis aux obligations prévues par le règlement Euratom, CE n° 2185/96 du Conseil du 11 novembre 1996 concernant les contrôles et vérifications sur place effectués par la Commission en vue de protéger les intérêts financiers des Communautés européennes contre les fraudes et autres irrégularités et par le règlement UE n° 883/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 septembre 2013 relatif aux enquêtes effectuées par la Commission européenne antifraude (OLAF) et aux articles 285 à 287 du traité de Fonctionnement de l'Union européenne (TFUE) - contrôles conduits par la Cour des comptes européenne. Ces dispositions permettent à l'Agence CINEA (European Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), à la Commission, à l'Office européen de lutte antifraude (OLAF) ainsi qu'à la Cour de comptes européenne d'exercer des contrôles, enquêtes et audits

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

financiers vis-à-vis du titulaire et de ses sous-traitants dans l'hypothèse où la DSNA percevrait des subventions de fonds européens dans le cadre du présent contrat. La DSNA s'engage à informer le titulaire de toute attribution de financement à la DSNA par la Commission Européenne pour le présent contrat.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

A défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

■ Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité :

En application de la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, l'acheteur rappelle au titulaire du marché qu'il doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction – dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public – s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations. Le titulaire doit à cet égard communiquer à l'acheteur chaque contrat de sous-traitance qui aurait pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

Aux fins de contrôle, l'acheteur pourra notamment demander au titulaire la communication des notes internes, du règlement intérieur rappelant les principes sus mentionnés.

En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect principes de la République, le Titulaire encourt une pénalité selon les modalités décrites à l'article 7.1.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

6.2. Obligations liées à la sécurité

■ **Confidentialité et protection des données personnelles :**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ **Mesures de sécurité :**

Les objectifs de sûreté et de sécurité visés, sont associés aux risques liés à la présence et/ ou à l'intervention de personnes externes à la Direction des Services de la Navigation Aérienne (DSNA), dans des locaux opérationnels, et qui pourraient entraîner des risques inacceptables sur la sécurité des systèmes ou sur la sûreté des sites.

De manière à rendre ces risques acceptables, pour chaque opération planifiée, les objectifs de sécurité/sûreté et les moyens en réduction des risques, sont définis au titre du présent marché.

Le CRNA-Ouest assure l'accès du centre au prestataire et aux personnes délégués par ce dernier en vertu de ce cahier des charges, sous réserve du respect des formalités d'accueil. Le CRNA-Ouest étant un site sensible, l'attention du prestataire est notamment attirée sur le fait qu'une enquête est diligentée par les autorités assurant la protection du site avant l'établissement de tout titre d'accès.

En cas d'avis négatif à la suite de cette enquête, l'accès au site sera refusé à la personne concernée.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

Le prestataire sera alors dans l'obligation de désigner un autre agent.

Formalités d'accueil

Le prestataire fournit tous les éléments demandés par le CRNA-Ouest pour permettre d'établir les autorisations d'accès et titres de circulation propres à cet établissement

Pour ce qui relève de la sécurité des personnes, le titulaire est tenu de se conformer strictement aux mesures réglementaires en regard du code du travail. Le titulaire ne pourra ignorer les éventuelles modifications réglementaires qui pourraient intervenir en cours de marché.

Sécurité des chantiers

Le titulaire s'engage à réaliser un plan de prévention. Ses personnels et intervenants devront s'y conformer.

Le titulaire est tenu :

- de désigner un correspondant local sur site ayant toute autorité pour examiner, conjointement avec le chargé d'affaire du CRNA/O, tout problème pouvant survenir en cours de chantier ;
- de définir avant le début de l'opération la liste exhaustive des personnes appelées à intervenir sur place dans le cadre de la prestation.

■ Autres mesures de sécurité prévues au contrat :

Sécurité des systèmes d'information

« Le titulaire doit assurer la sensibilisation de ses personnels en matière de SSI.

Chaque intervenant du titulaire qui accède au système d'information de la DGAC doit suivre une session de sensibilisation à la sécurité des systèmes d'information organisée par la DGAC.

Dans le cas de l'utilisation d'un PC en libre-service mis à disposition par la DGAC, le titulaire doit supprimer du PC les fichiers temporaires et fichiers de travail qui auront été créés.

Les personnels du titulaire, ses intervenants et sous-traitants ne doivent connecter aucun équipement ou matériel non DSNA – incluant des matériels sous responsabilité du titulaire, PCs smartphones, tablettes, équipement réseau ou périphérique externes – aux systèmes d'information de la DGAC et quel que soit le mode de connexion du dit équipement à l'exception des réseaux réservés à cet usage tels que des réseaux invités ou des réseaux Wifi dédiés. »

Prévention des incendies

Il est interdit d'allumer des feux à flamme nue dans tous les bâtiments du Centre Radar de Bretagne sans l'accord préalable du service technique / centrale Energies qui délivre le cas échéant un permis de feu.

Les accès aux extincteurs doivent demeurer libre et ne peuvent être déplacés sans l'accord préalable de l'assistant de prévention du site.

Toute personne travaillant sur le site doit prendre connaissance des consignes de sécurité et des conseils pratiques en matière de prévention, en particulier en ce qui concerne le séjour ou le dépôt de matières inflammables. »

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

7. LITIGE ET SANCTIONS

7.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	<p>Pénalités pour retard d'exécution</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., tout manquement dans l'exécution des prestations par le fait du titulaire, fera l'objet sans mise en demeure préalable, des pénalités fixées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Des pénalités de retard sur la maintenance préventive de 100€ HT par jour ouvré par rapport aux dates convenues en début de marché pour service non effectué. - Des pénalités pour non-respect des délais d'intervention des dépannages de 250€ HT par tranche d'une journée ouvrée de retard par rapport au délai indiqué au CCTP.
Non-respect clause environnementale	<p>En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire</p> <p>200,00 €</p>
Non-respect des principes de la République	<p>En cas de non-respect des règles édictées par la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire encourt une pénalité selon les modalités suivantes :</p> <p>La DSNA notifie au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception via la PLACE la liste des non-conformités constatées.</p> <p>Le Titulaire dispose d'un délai de 21 jours calendaires à compter de la date de la réception du courrier pour fournir à la DSNA entre autres les documents demandés, la preuve de la mise en œuvre d'un plan d'action permettant de répondre aux obligations décrites dans le présent contrat.</p> <p>Si les non-conformités signalées perdurent au-delà du délai de 21 jours calendaires, des pénalités peuvent être imposées par la DSNA. Le montant des pénalités est de 50 euros HT par jour calendaire de retard.</p>
Non-respect clause sociale	<p>En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause 200,00 €</p>

7.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

■ **Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes) :**

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande concerné.

■ **Pénalités pour retard - seuil d'exonération :**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ **Règlement des différends :**

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ **Résiliation pour faute :**

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ **Tribunal compétent**

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Rennes
3, contour de la Motte
35000 Rennes

Téléphone : 02 23 21 28 28
Télécopie : 02 99 63 56 84
Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr
Site internet : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

8. FIN DU CONTRAT

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

DSNA / DO	Objet	Maintenance des installations de climatisation et des groupes frigorifiques du centre en Route de la Navigation aérienne Ouest (CRNA/O)	Version	V0R1
Pôle Achats			Du 2025-04-23	

Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 1.1 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG
La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG
La rubrique *Durée et délai* de l'article 4 du contrat déroge à l'article 13.1.1 du CCAG pour le point de départ
La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 7.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 7.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG
La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 7.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG
La rubrique *Délai de garantie* de l'article 8 du contrat déroge à l'article 33.1 du CCAG
Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)